La réinvention de l’identité moldave après 1989

Description

Dans l’est de l’Europe, les Etats issus du démembrement soviétique ont été tentés de se réinventer une identité nationale afin d’asseoir leur légitimité. Gouvernant des territoires disparates où des populations différentes ont souvent coexisté, où se sont succédé, ces nouveaux Etats ont eu recours à des arguments historiques, ethnographiques ou linguistiques parfois contestables. C’est aussi le cas de la Moldavie.
Cet article inédit, écrit en 1999, avait proposé avec force cette notion de réinvention d’une identité nationale, qui fut reçue à l’époque comme un pavé dans la mare dans les milieux intellectuels de ces nouveaux Etats. Aujourd’hui, le discours politique a certes changé, mais le procédé reste le même : désireux de s’ancrer à l’Union européenne, ces Etats cherchent maintenant à revoir leur « histoire nationale » afin de se recréer une identité européenne.



La Moldavie d’aujourd’hui ne représente qu’un exemple souvent répété du processus de construction d’une identité nationale, construction qui vise à doter des populations d’une histoire et d’une langue communes, de lieux de mémoire ou d’identification pittoresques, de héros, et même de tout un folklore.

Le cas moldave est particulier du fait que la majorité de sa population, d’origine roumaine, appartient à un peuple déjà constitué en État indépendant depuis la fin du XIX^{e} siècle. La Moldavie présente ainsi un exemple particulièrement frappant d’invention contemporaine d’une identité nationale. Cette délicate opération repose sur deux développements principaux : la constitution d’une histoire propre et l’affirmation de l’existence d’une langue moldave.

Le triomphe du «moldovisme»

La Moldavie a proclamé son indépendance le 27 août 1991, immédiatement après l’échec du putsch de Moscou. Son admission dès l’année suivante au sein des Nations Unies a soulevé la question de son orientation future. La nouvelle république devait-elle maintenir des liens étroits avec ses anciennes républiques-sœurs au sein de la CEI, ou s’orienter vers la Roumanie, pays auquel une grande partie de son territoire avait appartenu avant 1940 ?

Sur fond de restructuration économique, l’élite politique et culturelle s’est ainsi divisée en une fraction «pro-unification», voire panroumaine, et une fraction indépendantiste. D’un côté, pour beaucoup d’intellectuels, l’indépendance de la Moldavie ne constituait que le premier pas vers une réunion à la mère-patrie roumaine. Pour eux, le terme «moldave» ne devrait pas désigner autre chose qu’une identité régionale dans une «Grande Roumanie» reconstituée sur le modèle de celle de 1918. À l’opposé, des politiciens soutenaient que, bien que les Moldaves soient liés aux Roumains par une langue et une culture communes, on ne pouvait pas effacer le fait que la Moldavie a fait partie d’une communauté soviétique constituant elle-même «un univers entier»(1) . Autrement dit, l’histoire aurait condamné la Moldavie à créer un Etat indépendant. Pour les plus radicaux des «moldovistes», l’ethnonyme «Roumain» devrait même être complètement rejeté.

Ainsi, la représentation «moldoviste» professée par la majorité des politiciens divergeait radicalement de l’attitude pro-roumaine des écrivains, des artistes et des universitaires. Dans les faits, le panroumanisme des intellectuels moldaves, en progression constante depuis 1988, devait subir, quelques années plus tard, un échec politique, laissant la théorie «moldoviste» s’imposer dans la vie publique de la République. Pour expliquer ce phénomène, l’historien Charles King a invoqué plusieurs facteurs : le fait que la Bessarabie se trouvait englobée à l’empire russe durant les années de la formation de la conscience nationale roumaine, l’héritage déshonorant de la direction roumaine de l’entre-deux guerres, mais aussi la situation économique peu enviable de la Roumanie, le maintien de liens commerciaux et culturels étroits

avec les anciennes républiques soviétiques, enfin l'attitude condescendante avec laquelle les Moldaves continuent d'être traités par Bucarest(2) .

La débat identitaire dans l'historiographie moldave

L'affirmation identitaire de la Moldavie commença en 1990 avec l'abandon des caractères cyrilliques dans l'écriture du roumain, avec l'adoption comme emblème national du drapeau tricolore roumain assorti du blason à tête de boeuf d'Etienne le Grand, ainsi que de l'hymne roumain comme hymne national. La Moldavie semblait ainsi esquisser une sortie de l'URSS en empruntant la voie des pays Baltes, où le régime soviétique fut déclaré régime d'occupation et ses agents considérés comme collaborationnistes. Tel ne fut pourtant pas le cas, et la nouvelle «Moldova» parut se contenter de succéder de facto à l'ancienne République socialiste soviétique de Moldavie.

Sur le plan historiographique, la théorie du « moldovisme » tire argument de l'existence d'une Grande Moldavie indépendante depuis 1359, tout en ignorant le fait qu'elle a disparu comme principauté souveraine au cours du XVIIe siècle et que ses frontières n'ont jamais coïncidé avec celles de l'Etat actuel. En 1997, une *Histoire de Moldavie des origines à nos jours*(3) , suivie en 1998 d'une *Histoire de Moldavie en dates*(4) , sont venues étayer la thèse de la filiation entre la Grande Moldavie médiévale et l'actuelle Moldova.

Il faut cependant remarquer que cette invention d'un long et riche passé moldave n'est pas à mettre entièrement au compte de l'historiographie de la nouvelle République. On peut citer à ce propos l'ouvrage en six volumes de 1972 sur *la République soviétique moldave et la question bessarabienne*, dû à la plume d'A. M. Lazarev, qui n'était autre que le président du Soviet suprême de Moldavie. L'idée fondamentale de cet ouvrage, qui connut une édition russe de 910 pages en 1974(5) , était que les Moldaves représentaient une nation différente des Roumains sur le plan historique, linguistique et culturel. Il y a donc une continuité de méthode, mais aussi de discours, entre l'historiographie soviétique et les tentatives récentes des historiens «moldovistes» officiels.

La question de la langue moldave

La question de l'existence d'une «langue moldave» distincte n'est qu'une illustration extrême de ce que pourrait être la politique culturelle d'un nouvel État en quête d'identité nationale.

Cette question, soulevée pour la première fois au cours de l'été 1988, a été l'arme principale de la renaissance nationale. Regroupés dans le Front Populaire de Moldavie, les intellectuels moldaves demandèrent dès 1988 le rejet de l'alphabet cyrillique (introduit en Bessarabie en 1941) au profit de l'alphabet latin, la reconnaissance officielle de l'unité des langues roumaine et moldave, et la proclamation du roumain comme langue d'Etat de la RSSM. A l'exemple des républiques baltes et du Tadjikistan, le Soviet Suprême moldave adopta, le 31 août 1989, trois nouvelles lois sur la langue déclarant le «moldave» langue d'Etat de la République. Ce fait a été considéré comme une première étape dans la chute du Parti Communiste Moldave et comme le premier pas vers l'indépendance de la République. A l'époque, les artistes, les écrivains et les historiens moldaves espéraient susciter une renaissance de la culture nationale moldave (lire roumaine), tandis que les élites politiques locales souhaitaient utiliser le mouvement national comme un moyen d'obtenir de plus grandes concessions de la part de Moscou.

Mais le débat sur la langue moldave devait bientôt révéler ses ambiguïtés, et montrer les failles du mouvement national. Le nouveau gouvernement élu en 1994 adopta en effet un décret suspendant temporairement l'application de la loi de 1989 imposant la connaissance de la langue d'Etat par tous les citoyens moldaves. En se ralliant partiellement à l'idée d'une langue moldave indépendante, le président Snegur, et son successeur Lucinschi, ont tenté de se présenter comme les garants de l'indépendance et de l'intégrité territoriale moldave face aux revendications des pro-roumains, ainsi que des minorités russophone et gagaouze(6) . L'instrumentalisation politique de la question de la langue moldave devenait ainsi plus évidente que jamais. Ainsi, la Constitution du nouvel Etat fait désormais référence à une langue moldave! Ce point de vue officiel est bien évidemment rejeté par les spécialistes indépendants, comme Eugeniu Coseriu, professeur de linguistique à l'Université de Tübingen, qui a démontré l'unité de la prétendue langue moldave avec le roumain.

Contrairement aux Etats de l'Europe occidentale, qui travaillent depuis un demi-siècle à dépasser l'idée nationale pour élaborer un projet fédérateur commun, dans les nouveaux Etats issus du démembrement soviétique, le recours à l'idée nationale demeure un puissant facteur de mobilisation, pour le meilleur ou pour le pire. Dans le cas de l'actuelle Moldova, la tentative de bâtir une identité nationale originale a des aspects qui peuvent paraître dérisoires.
Mais l'histoire des nations montre clairement que la formation d'une identité collective est loin de ne refléter que des mouvements culturels profonds; elle est au contraire une construction militante, née d'un projet politique élaboré par des individus.
Si l'on considère l'opposition irréductible entre des groupements politiques qui ont voulu pousser la Moldavie vers Bucarest et d'autres qui la tirent vers Moscou, l'existence d'un «moldovisme» indigène n'apparaît pas tout à fait absurde et peut même faire figure de solution d'apaisement, d'autant que le sud et l'est du pays étaient menacés depuis 1990 par les tentatives sécessionnistes de la Gagaouzie et de la Transnistrie. Mais ceci n'empêche pas que l'on puisse soupçonner le nationalisme officiel moldave de vouloir masquer une situation économique préoccupante, ou à conforter un pouvoir qui n'a d'autre finalité que sa propre conservation.

* *Stella Ghervas est docteur en histoire, maître-assistante à l'Institut européen de l'Université de Genève.*

(1) Cf. Matei Cazacu et Nicolas Trifon (éds), La Moldavie ex-soviétique : histoire et enjeux actuels, Paris, Ed. Acratie, 1993.
(2) Charles King, «Moldovan Identity and Politics of Pan-Romanianism», Slavic Review, vol. 53, n° 2, 1994, pp. 345-368.
(3) Istoria Moldovei din cele mai vechi timpuri pânà astàzi, Chisinàu, 1997.
(4) Vasile Stati, Istoria Moldovei în date, Chisinàu, Ed. Academiei de Stiinte, 1998.
(5) A.M. Lazarev, Moldavskaja Sovetskaja gosudarstvenost' i bessarabskii vopros [La République soviétique moldave et la question bessarabienne], Kichinev, Cartea moldovenească, 1974.
(6) Communauté turcophone christianisée.

Retour en haut de page

date créée
09/08/2005
Champs de Méta
Auteur-article : Stella GHERVAS